



LE POINT POST-URBAIN N°1

Les ZFE mettent le feu

En mai 2023, une consultation sénatoriale révélait que **86 % des citoyen·ne·s s'opposent à la mise en œuvre des Zones à Faible Émission**. Les causes de ce rejet : le **creusement des inégalités sociales**, l'absence de renouvellement du parc automobile, le manque de transports alternatifs [1].

Cependant, au-delà de l'exclusion envers les populations des couronnes périurbaines des grandes agglomérations françaises - argument fréquemment utilisé par les opposants - on peut plus largement questionner **l'imaginaire** auquel cette mesure renvoie. Car l'exclusion apparaît en fait double :

- Non seulement les habitant·e·s des périphéries sont sommé·e·s **d'adopter des comportements définis par des mesures métropolitaines inadaptées à leurs quotidiens et à leur espace d'habiter** (les populations les plus fragiles et défavorisées résident de moins en moins dans ces villes)
- Mais **l'écologie de ces territoires extérieurs est également simplement disqualifiée, reléguée encore plus aux marges par ces mêmes modes de vie défendus depuis les centres métropolitains** se disant vertueux alors que totalement dépendants de territoires servants.

Cette mesure ne répond donc que fort peu aux réelles problématiques écologiques. Les ZFE visent avant tout à améliorer la qualité de l'air (40 000 décès prématurés annuellement du fait des circulations automobiles [2]). Mais si les pollutions de l'air ont un tel impact sur la santé des urbain·e·s et des périurbain·e·s, c'est essentiellement en raison de la **croissance indécente des métropoles françaises qui imposent des trajets domicile-travail toujours plus longs** [3]. Certain·e·s pourront arguer que le rail est une excellente alternative à la voiture individuelle, mais les 80 milliards d'euros investis dans le métro du Grand Paris - dont le chantier a détruit de nombreuses terres agricoles et le tracé relègue toute déconcentration - laissent songeurs·ses. D'autres se disent convaincu·e·s des bienfaits de la voiture électrique, comme si le lithium ne subissait pas un risque de pénurie important et que le coût humain et écologique de construction n'était pas prohibitif.

Pour répondre aux problématiques sanitaires ET écologiques des grandes villes, **la dé-métropolisation de nos économies et de nos espaces de vie est la seule solution réaliste**. Au lieu de vouloir imposer de manière autoritaire un modèle comportemental, il y a urgence à **considérer une toute autre géographie, et ce faisant d'autres cultures, populaires** cette fois-ci, de l'écologie que celles imposées par les modes de vie hors sols des métropoles. La question politique de la bifurcation des grandes densités comme modèle social est plus que jamais d'actualité !